

Edito | L'Europe en danger de mort.... Songeons au message de Simone Veil

Qu'il semble bien loin ce beau discours de Simone Veil accédant à la présidence du Parlement européen, en 1979, mettant en exergue la paix et la solidarité dans ce qui n'est pas encore une Union ? Qu'il semble bien oublié ce coup de gueule qu'elle prononça, toujours au Parlement, en 1992 alors que les détenus bosniaques étaient jetés par les Serbes dans des camps de concentration. Oui, que tout cela semble loin, au moment où la République honore cette grande dame, en lui ouvrant les portes du Panthéon, accompagné de son époux. Au lendemain d'un sommet européen où les 27 sont tombés d'accord pour faire le minimum par rapport à l'immigration dans un de ces exercices de synthèse qui n'a même pas réussi à sauver les apparences. Sinon les Italiens, ou l'Autriche du jeune chancelier qui gouverne lui-aussi avec l'extrême droite et préside pour six mois l'Union depuis ce 1^o juillet - n'auraient pas semblé comme les vrais vainqueurs de ce sommet, où la chancelière allemande, se reniant, a tout fait pour sauver sa peau. Un sommet où elle-même et Emmanuel Macron n'ont en rien avancé ou si peu sur l'économie.

En réalité, il s'agissait d'éviter le pire, la dislocation d'une unité de façade. Et écrire cela, aujourd'hui, alors que les partis politiques de ce pays mettent à leur agenda la définition de la ligne qu'ils vont défendre, lors des élections européennes de mai 2019, c'est se forcer à ne pas craindre le pire.

Prenons l'exemple du parti « Les Républicains » et de leur chef Laurent Wauquiez, réunis ce week-end à Menton : ils nous proposent un retour à la préférence communautaire au sein de l'Union, une Europe des cercles, la fin du fédéralisme, le respect des « racines judéo-chrétiennes »... Pour les Cercles c'est déjà le cas : il n'est que voir comment certains pays se regroupent pour remettre en question l'embryon d'une politique commune ; pour le fédéralisme il ne participe même plus du réveil éveillé : il s'est éteint avec l'affaiblissement progressif de la démocratie chrétienne, façon Jacques Delors, et n'aura plus jamais aucune chance alors que renaissent les identités nationales et, justement, le plus souvent en réaction au pouvoir de la Commission européenne et sa vision uniforme des progrès à partager dans une société démocratique.

Quant à l'affirmation des « racines » elle plaira, bien sûr, à un électorat que par ailleurs Emmanuel Macron s'efforce de cultiver mais, aussi, sera bien reçue dans nombre de capitales où l'immigration est à la source des basculements politiques. A gauche, où c'est toujours chacun pour soi, le mouvement de Benoît Hamon tape sur Emmanuel Macron et doit compter avec l'hostilité des dirigeants de EELV ; le PS est très divisé sur l'analyse des causes du mal qui ronge l'Union et, surtout, sur les réponses à y apporter, tandis que la France Insoumise fait le décompte de ses candidats et tient un discours de plus en plus radical sur l'Europe. Le parti du président, lui, et son allié du Modem, s'efforcent de croire aux sondages qui lui semblent favorables tandis que le Rassemblement National (ex-FN) attaque, bille en tête, les « Républicains » qu'il accuse de duplicité, persuadé qu'il tient, là, sa meilleure chance de mordre de plus en plus sur son électorat. Et, qui sait, de finir en tête dans une élection qui lui est en général favorable, comme ce fût le cas en 2014. Il ne fait d'ailleurs guère de doute que cette élection de mai 2019 n'échappera pas à l'habituelle dimension de test, deux ans après l'élection d'Emmanuel Macron. On a bien compris que celui-ci, en affichant dès son élection, une grande ambition européenne avait, aussi, ce rendez vous présent à l'esprit. Il ne pouvait cependant imaginer que le mythe du couple franco-allemand allait être rudement contredit par l'affaiblissement politique d'Angela Merkel et la percée outre-Rhin de l'extrême droite, chaque jour davantage, lourde de conséquences pour la coalition au pouvoir, à Berlin.

Ce constat d'ensemble n'incite pas à l'optimisme malgré les conventions et autres marches. Faut-il pour autant croire que cette belle construction, cette Europe née des leçons d'une Histoire tragique est condamnée à se rétrécir comme peau de chagrin, et même à « mourir » comme ne craignait pas à le dire, ces jours-ci, Jean-Christophe Lagarde, le président de l'UDI ? Beaucoup va dépendre, aussi, du bilan qui va pouvoir être fait de l'Union et de trouver des gens pour le défendre qui seront si peu issus de nombre de gouvernements et partis au pouvoir en Europe. Et, pourtant, se rappellent-ils ce qu'ils doivent aux politiques communes, aux fonds européens et à la solidarité ? Pensons à une partie de notre jeunesse qui se retrouve grâce à Erasmus, écoutons ce que disent ces milliers de citoyens britanniques que le Brexit a non seulement rendu inconsolables mais en colère, songeons à mettre en valeur les réussites que l'Europe facilite tous les jours. Et n'oublions pas le superbe héritage de Simone Veil.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 01/07/2018

[Url de cet article](#)